



Organisation des Nations Unies

Transcription de la conférence de presse ONE UN en RDC, le 1^{er} décembre 2021 à Kinshasa

La conférence de presse des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Mathias Gillmann, porte-parole de la MONUSCO et coordonnateur du Groupe de communication des Nations Unies.

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Bonjour à tous, merci aux auditeurs de Radio Okapi et bienvenue dans cette nouvelle conférence de presse des Nations Unies en République démocratique du Congo.

Aujourd'hui 1^{er} décembre, nous célébrons la Journée mondiale de lutte contre le Sida. A mes côtés ici à Kinshasa, Adamou Dambagi, conseiller en information stratégique d'ONUSIDA, qui a la gentillesse de représenter la Directrice d'ONUSIDA en RDC, Susan Kasedde qui est à Matadi pour la cérémonie officielle du lancement de cette journée avec les autorités. Nous sommes également connectés avec nos bureaux à Goma, Bunia et à Beni.

D'abord l'actualité : il s'agit des opérations lancées hier par les armées congolaises et ougandaises, une décision bilatérale entre la République démocratique du Congo et l'Ouganda, à propos de laquelle la MONUSCO souligne la nécessité de garantir une coordination très étroite entre les acteurs militaires pour garantir à la fois l'efficacité des opérations et la sécurité de toutes les parties. La Mission reste déterminée à travailler, dans le cadre de son mandat, à soutenir les efforts contre les groupes armés et à garantir la protection des populations civiles dans les zones d'opérations.

La Représentante spéciale du Secrétaire général en République démocratique du Congo et Cheffe de la MONUSCO, Bintou Keita, est en visite au siège des Nations Unies à New York, en amont de sa présentation au Conseil de sécurité, prévue le 6 décembre. Vous pourrez suivre en direct cette séance du Conseil de sécurité sur webtv.un.org, à partir de 16 heures, heure de Kinshasa, et 17 heures à Goma.

La section des Affaires civiles et les sections de la Protection de l'enfant et de l'information publique ont organisé cette semaine en collaboration avec le Centre de connaissances Uhuru un forum de débat avec des représentants de groupes et d'associations de jeunes locaux à Sake (20 km au nord-ouest de Goma).

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlacy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

Ce forum d'échange sera désormais organisé sur une base mensuelle et fera partie d'une série d'initiatives facilitées par la section des affaires civiles de Goma pour promouvoir la communication non violente et l'autonomisation des jeunes.

La section Protection de l'enfant, toujours dans le Nord-Kivu, en collaboration avec le bureau de la communication stratégique et de l'information publique de Goma organise demain jeudi 2 et vendredi 3 décembre 2021 un atelier de renforcement des capacités de 20 journalistes issus des radios communautaires des territoires de Masisi, Rutshuru et Walikale, ainsi que les avocats impliqués dans la lutte contre les violations graves de droits des enfants. Cette rencontre vise à renforcer les capacités des journalistes pour la prévention des violations graves des droits de l'enfant en période de conflit armé à travers l'amélioration de leurs connaissances afin d'assurer une large diffusion des messages de sensibilisation sur ce phénomène.

Enfin, dans le cadre des 16 jours d'activisme qui a pour thème : « Orangez le monde, Mettre fin dès maintenant à la violence à l'égard de la femme », UNPOL avec son unité violences sexuelles basées sur le genre en collaboration avec les membres de l'ONG Yalife a fait une présentation sur les notions de genre et les violences sexuelles basées sur le genre à l'Institut Mama Mulezi niveau secondaire auprès d'un groupe de 500 élèves (filles et garçons) âgés de 15 à 18 ans. Une activité similaire a été organisée au profit d'une équipe de basketball de l'académie JNB composée de 19 joueurs et 2 joueuses ainsi que de 4 entraîneurs du quartier Katindo à Goma.

Je vais maintenant donner la parole à Amadou Ba mon collègue à Goma, qui va nous lire le point sur la situation militaire. Notre collègue militaire n'étant pas disponible aujourd'hui.

Situation militaire [lue par Amadou Ba] : Bonjour à toutes et à tous. Au cours des deux dernières semaines, la Force a continué d'effectuer des patrouilles de jour et de nuits, des patrouilles et des missions à longue distance, des patrouilles conjointes, des escortes, des travaux de génie et des reconnaissances aériennes.

La plupart des actions de la Force sont toujours rivées à l'application et au soutien du Mandat, à la protection des civils, à l'appui aux institutions de la RDC en particulier aux forces de sécurité locales pour lutter contre toute menace contre la population.

Au niveau opérationnel, la Force continue de répondre avec fermeté à toute forme de violation et tentative de nuisance à la population.

La Force continue de coopérer avec les forces de sécurité locales, les autorités locales et d'autres parties prenantes pour escorter les convois civils. Ces activités garantissent que la sécurité des zones est renforcée tout en affichant la détermination et l'engagement de la MONUSCO envers les populations civiles de la RDC et le mandat de l'ONU.

Sur le terrain en Ituri et à Beni, les soldats de la paix bangladais et kenyans continuent d'escorter des véhicules civils dans la région comme mesure immédiate pour lutter contre l'insécurité le long de la

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

route. Cette escorte civile aide les civils et de nombreuses parties prenantes à poursuivre le transport des articles essentiels entre les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu.

A Beni, la MONUSCO a remis la base KIDIDIWE aux FARDC. Le Commandant de la Force par intérim, le général de Brigade John Chaika, a présidé l'événement de remise au commandant des FARDC SUKOLA I, le général de brigade Mtupela Bertine. La base a été financée et construite par la MONUSCO dans le cadre des efforts visant à soutenir les forces de sécurité locales, afin de répondre aux menaces à la sécurité de la population, améliorer la situation humanitaire et permettre des activités économiques normales.

En Ituri, la MONUSCO poursuit les travaux de réhabilitation des RN 27 et RN 4 en cette saison des pluies qui bat son plein et qui a fortement dégradé l'état des routes. Un tel travail vise à rendre la route carrossable pour permettre une réponse rapide en matière de sécurité et la fourniture de produits aux habitants pour une paix et un développement durables de la RDC.

Sur un autre plan, la Force continue d'organiser divers événements dans ses domaines de responsabilité, y compris la sensibilisation aux 16 jours d'activisme à l'occasion de la Journée internationale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et sensibiliser la population à la violence sexuelle, à l'exploitation et aux abus sexuels liés aux conflits et autres formes de violence sexuelle et sexiste. Les événements visent à amplifier l'appel à l'unité mondiale d'ici 2030 pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes.

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Merci beaucoup Amadou, avant de donner la parole à notre invité, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le Sida, je voulais vous signaler que le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, est consterné par une série d'attaques meurtrières menées par des groupes armés contre des personnes déplacées dans l'est de la RDC.

Vous le savez, pas moins de 20 000 habitants abrités dans des camps de déplacés ont fui vers Rhoe pour trouver refuge à proximité de la base militaire de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO). Le site a doublé de taille, passant de 21 000 à 40 500 habitants en moins de 48 heures, obligeant les familles nouvellement arrivées à dormir à la belle étoile. La nourriture, les abris, les soins de santé, ainsi que l'assistance psychosociale constituent les principaux besoins de la population du site de Rhoe, qui compterait désormais plus de 70 000 personnes.

Toujours dans l'est du pays, un groupe armé a attaqué un site pour personnes déplacées dans la ville de Mikenge au Sud-Kivu le 14 novembre, tuant six enfants et une femme enceinte. Huit autres personnes ont été blessées par balles et à coups de machettes. Les habitants ont fui et leurs abris ont été détruits.

Ces attaques qui découlent en partie de tensions intercommunautaires aggravent les problèmes auxquels sont confrontées les personnes déplacées. Le vol de bétail qui accompagne souvent les

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlacy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

attaques aggrave l'insécurité économique. La violence exacerbe quant à elle la détresse des personnes contraintes de fuir leur foyer. Elle suscite également la peur chez les populations locales.

En RDC, 5,6 millions de personnes ont été contraintes de fuir leur foyer, soit 400 000 personnes de plus qu'au début de l'année 2021. Si la majorité d'entre elles vivent au sein de communautés d'accueil, plus de 330 000 personnes sont hébergées sur des sites de déplacement.

Le HCR a besoin d'un soutien financier supplémentaire pour ses opérations sous-financées afin de pouvoir renforcer son soutien aux déplacés internes. Il indique qu'il n'a reçu que 52% un peu plus de la moitié des 204,8 millions de dollars, nécessaires pour fournir une assistance vitale aux personnes relevant de la compétence du HCR en RDC.

Sur ce je donne maintenant la parole à Adamou Dambagi, Conseiller en information stratégique d'ONUSIDA pour le message de la directrice de l'ONUSIDA en RDC.

Conseiller en information stratégique d'ONUSIDA [Adamou Dambagi] : Message de Susan Kasedde, Directrice de l'ONUSIDA en RDC à l'occasion de la Journée mondiale du SIDA 2021. Merci beaucoup, Merci à Madame la Représentante spéciale pour avoir quand même favorisé cet entretien avec vous, qui se passe peut-être dans un contexte un peu particulier. Donc je tiens, après ce que vous venez de dire lié au HCR, à présenter ma compassion et celle de l'ONUSIDA pour ce qui s'est passé dans les camps des déplacés, ceux qui ont été attaqués, mes condoléances pour les personnes qui ont perdu leur vie. Donc on est solidaires avec elles.

Bonjour aux collègues en provinces, merci d'être là, merci surtout aux collègues des médias pour pouvoir couvrir cet événement. Vous le savez, aujourd'hui est la Journée mondiale du Sida, qui est commémorée chaque année pour surtout fructifier la mobilisation communautaire autour de cette maladie qui est là, qui persiste encore.

De prime abord, la Directrice aurait bien voulu être avec vous, mais elle avait déjà pris des engagements au niveau national et ça été délocalisé au niveau de Matadi. Et donc, elle devait être là, elle m'avait chargé de dire un mot à tout le monde. J'essaierai de répondre à vos question-, je ne suis pas la directrice-, j'essaierai dans la mesure de mes compétences en lien avec ça.

Ce que je voulais dire, c'est que la RDC est considérée au niveau de l'Afrique de l'Ouest et du Centre parmi les Big Four qui sont : le Cameroun, la RDC, le Nigeria, la Côte d'Ivoire. Ces quatre pays sur les 25 que compte l'Afrique de l'Ouest et Centre représentent le gros poids, pratiquement les 2/3 du poids de l'épidémie. Ce sont eux qui concentrent le maximum de malades vivant avec le VIH.

C'est pour vous dire l'importance de lutte contre cette pandémie au niveau de la RDC. Pour ce qui concerne la RDC, au niveau des estimations de l'ONUSIDA, on estime à 510 000 personnes qui vivent avec le VIH actuellement, en 2020 bien sûr. Et c'est une épidémie qui est marquée par beaucoup d'inégalités. Je pense que ça va au-delà du VIH. On sait que dans beaucoup de domaines, il y a diverses formes d'inégalités, je reviendrai sur certaines. On verra un peu ce qu'il en est.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlacy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

Juste une différence pour le dire : sur 510 000, il y a 310 000 femmes qui vivent avec le VIH. Donc, si vous prenez trois malades vivant avec le VIH, deux sont des femmes et 70 000 sont des enfants. C'est pour dire que pour mettre fin à l'épidémie d'ici 2030, il faudrait aussi qu'il n'y ait pas d'enfants qui naissent avec le VIH. Donc, il y a un travail important à faire de ce côté-là.

En 2020, selon les estimations et projections de l'ONUSIDA, basées bien sûr les chiffres programmatiques au niveau national, on estime à 20 000 nouvelles infections à VIH/SIDA. Si on fait un calcul rapide, ce sont 55 personnes qui sont nouvellement infectées chaque jour en RDC. On estime à peu près à 17 000 le nombre de personnes qui meurent d'une maladie liée au Sida. Donc, là aussi, si vous faites un calcul rapide, c'est quand même 47 personnes qu'on perd chaque jour que Dieu fait dans ce pays. Donc, la maladie est là et il faudrait y travailler.

Il est important de noter que la RDC a fait beaucoup de progrès. Je m'en vais juste vous donner ces chiffres, comme vous le savez, jusqu'en 2020, on visait ce qu'on appelait l'objectif 90-90-90. Je pense que vous de la presse, vous connaissez ça mieux que nous. Donc 90 % des personnes devraient connaître leur statut, parce que pour qu'on vous mette sous traitement antirétroviral, il faut que vous connaissiez votre statut. Et donc, 90 % devraient recevoir le traitement antirétroviral (ARV) et 90% supprimer leur charge virale pour la qualité de la vie. C'est faire en sorte qu'on détecte plus le virus. Ce n'est pas que vous n'avez plus de virus, c'est qu'il ne soit pas détectable et qu'on vous ne puissiez plus transmettre la maladie, contrairement à quelqu'un qui aurait une charge élevée de virus.

En fin 2020, ce sont des progrès. Même si on n'atteint pas les 90. On a 75 % des personnes qui connaissent leur statut. On a 74 % des 510 000 dont j'ai parlé qui sont sous ARV. Si on ne prend que ceux qui connaissent leur statut qui sont sous ARV, on est autour de 97-98 %. Cela veut dire que la mise sous traitement marche très bien. Parce que maintenant, dès qu'on vous teste positif, on vous met sous traitement. Donc, cela semble très bien marcher, parce que la différence n'est pas très grande. La difficulté, c'est de trouver les 25 % qui restent pour savoir s'ils sont séropositifs et les mettre sous traitement.

Le talon d'Achille de notre réponse au niveau national, c'est la suppression de la charge virale. Et la suppression de la charge virale, comme je l'ai dit, c'est elle qui indique la qualité en fait du traitement qu'on est en train de recevoir, qu'on est adhérent, et là on est à 22 %. Pour plusieurs raisons du fait que d'abord, en termes de laboratoire, pour vérifier cette charge virale, le maillage est très faible et le réseautage est très faible. Ce qui a un impact sur la vérification. Mais peut-être au fond, beaucoup de personnes sont en train de supprimer leur charge virale mais comme on ne le fait pas en laboratoire, on ne peut dire que les chiffres qu'on a. Donc, on est à 22 %, ça reste un défi assez important.

Quand on regarde la première consultation prénatale, cela concerne les femmes, je m'excuse auprès de celles qui sont ici, elles le savent-, on leur offre leur test quand elles arrivent. Mais très souvent à la 4^e consultation prénatale, on passe de plus 80 % à peut-être 40 % des femmes qui continuent à faire leurs consultations prénatales. Donc, on les perd parfois en cours de route pour plusieurs raisons qui peuvent être liées aux us et coutumes. Une fois qu'une femme se sait séropositive, parfois on les répudie dans

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

certaines contrées alors qu'elles ne sont pas forcément fautives ; parfois, elles ont peut-être peur de divulguer leur statut séropositif. Elles peuvent s'éloigner en fait des services de santé et cela implique l'enfant qu'elles portent dans leur ventre. Donc, cela a des conséquences.

Après une étude qu'on vient de faire à l'ONUSIDA, on remarque que seulement 40 % des mères séropositives reçoivent des antirétroviraux pour réduire la transmission de la mère à l'enfant. Quand on commence le traitement très tôt et qu'elle continue, après 9 mois, l'enfant peut naître sans le VIH. Cela veut dire qu'il y a un fossé 60 % des femmes enceintes séropositives qui ne reçoivent pas les ARV.

Donc, ces résultats dus à l'exclusion peuvent être considérés comme une inégalité d'accès aux services des soins appropriés et au manque de suivi des femmes. Parce qu'une femme qu'on connaît positive, on doit mettre en place un mécanisme pour la suivre, pour s'assurer quand même qu'elle reste dans la continuum de soins.

Par rapport aux inégalités, je voudrais dire que 60 % des femmes n'accèdent pas parfois au traitement ARV et moins de 35 % des enfants ont accès au traitement, au traitement pédiatrique à ce niveau-là.

Vous savez qu'il y a eu la nouvelle stratégie de l'ONUSIDA qui, de notre point de vue, doit d'abord mettre fin aux inégalités pour assurer un accès équitable liées aux différents traitements.

Et là, la RDC avait vraiment soutenu cette nouvelle stratégie avec deux casquettes : d'abord en tant que RDC avec le président et de l'autre côté en tant que président de l'Union africaine. Là, il avait soutenu ce qu'on appelait la proposition commune de l'Afrique. C'est lui qui l'a lue au niveau du siège des Nations Unies.

Pour nous, ce qu'on souhaite, c'est qu'il y ait un engagement très fort au plus haut niveau et que le VIH/ SIDA soit maintenu dans l'agenda.

Pour cela, d'abord il faut reconnaître l'impact que le VIH/ SIDA a sur l'économie, sur nos vies, sur beaucoup de choses, donc c'est important, le gouvernement doit l'inscrire dans ses priorités.

On doit aussi assurer une utilisation efficace des ressources. On reçoit de l'argent. On a plus de 170 millions de dollars qui ont été reçus du Fonds mondial pour 2020-2022. On a plus de 105 millions reçus du PEPFAR, des Américains, qui est annuel. On doit pouvoir bien gérer cela pour que l'on soit optimum, pour que l'on s'assure que tout le monde y ait accès.

Le troisième volet sur lequel je vais insister, c'est renforcer et soutenir le partenariat communautaire. Comme j'ai dit, il y a beaucoup de couples mères et enfants qu'on a perdus de vue. C'est seulement avec les organisations communautaires qu'on peut les retrouver et les remettre dans le système. Donc, on doit travailler là-dessus. On doit renforcer les organisations communautaires et créer ce partenariat avec tout le monde.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlcy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

On doit renforcer le partage et l'utilisation des données, parce que si on n'a pas de bonnes données, je ne vous apprends rien, c'est difficile de prendre les bonnes décisions. C'est un peu les éléments que je voulais partager avec vous.

Je tenais à dire ce qu'on attend, quand je dis de la RDC, c'est le gouvernement, ce sont nous autres, les partenaires, ce sont les agences des Nations Unies, c'est aussi l'implication des communautaires mais l'objectif final, c'est mettre fin aux inégalités pour espérer mettre fin au VIH/SIDA d'ici 2030. Je vous remercie pour votre attention.

Question 1

Saint-Germain Ebengo/ Patrienews.net : Vous nous avez parlé du lancement de la cérémonie officielle relative à la Journée mondiale contre le Sida sans nous parler du thème autour duquel se célèbre cette journée. Sans en faire un problème, je m'en vais plutôt me servir de vos propos selon lesquels pour qu'on vous mette sous traitement, vous devez connaître au préalable votre statut. Cela m'inspire de savoir quel est le point de vue de l'ONUSIDA par rapport à la mise en place d'un centre d'hébergement des personnes atteintes du sida afin d'éviter sa propagation à large échelle ?

Conseiller en information stratégique d'ONUSIDA [Adamou Dambagi] : Par rapport au thème : le thème mondial est lié à la nouvelle stratégie. C'est mettre fin aux inégalités pour espérer mettre fin au VIH-SIDA d'ici 2030. Mais chaque pays peut juste varier autour de cela. Mais retenez que l'objectif cette année, c'est vraiment mettre fin aux inégalités pour, dans le cadre de la RDC, accélérer l'atteinte des 95%-95%-95%, parce que maintenant on ne parle plus de 90%. Ça, c'est le thème principal, l'objectif est à ce niveau-là.

Par rapport à votre question : c'est clair que si vous ne faites pas votre test - c'est comme pour la COVID, je fais le parallèle -, si vous ne faites pas votre test, vous ne pouvez pas savoir si vous avez la COVID ou pas. On ne va pas dire : on va prendre tout le monde pour les isoler, il faut d'abord qu'on connaisse le résultat du test.

C'est la même chose pour le cas du VIH-SIDA. Concernant les antirétroviraux, d'abord, il n'y pas assez pour tout le monde et c'est inutile de donner des antirétroviraux à des personnes qui ne sont pas malades. Donc si vous connaissez votre statut, on vous met sous traitement, là, c'est garanti, si on sait que vous êtes positif, immédiatement on vous met sous traitement.

Maintenant, concernant votre question de faire un centre où on va héberger les gens, personnellement, je ne suis pas favorable pour une raison simple : c'est la stigmatisation, c'est la discrimination. Et ça, c'est un frein aussi à l'accès aux services.

Aujourd'hui, vous me voyez, vous ne savez pas si je suis positif ou si je ne le suis pas. Vous prenez quelqu'un qui est séropositif aujourd'hui, si on ne vous le dit pas, vous ne pouvez pas savoir que cette

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

personne est séropositive. Donc elle vit normalement sa vie, du fait qu'elle a le traitement, pourquoi on va coincer cette personne-là ?

Comme je l'ai dit, si la charge virale est supprimée, les risques de transmission du VIH sont réduits. Pour un orphelinat, on comprend : l'enfant a perdu ses parents, c'est bon qu'on l'héberge quelque part, qu'il puisse dormir, qu'il puisse manger.

Mais pour le cas du VIH, c'est mieux de ne pas avoir, de mon point de vue personnel – ça n'engage que moi –, c'est mieux de ne pas stigmatiser en les mettant quelque part. Parce que si on sait que là, c'est le centre où sont les personnes séropositives, elles ne peuvent même pas sortir dehors, alors que ces personnes sont peut-être mieux portantes que vous si vous souffrez d'un paludisme ou d'un truc comme ça. Cette personne est en forme, elle peut travailler.

Donc évitons, parce que la stigmatisation et la discrimination sont aussi parties de ce qui freine l'accès aux services : quelqu'un aujourd'hui, même s'il a pris des risques en ayant des rapports non-protégés, a peur parfois d'aller là où on va le tester pour savoir. Imaginons un étudiant séropositif, et il ne veut pas qu'on le dise dans la classe, parce qu'il peut être mis de côté par ses camarades. Evitons cela.

Question 2

Jaëlle Mulowayi/ Actu30 : Mathias, mutualisation des forces RDC-Ouganda pour lutter contre les groupes armés à l'est du pays. Ma question est de savoir ce qui n'a pas marché au niveau de la MONUSCO pour que le gouvernement congolais se tourne vers l'Ouganda. Ma deuxième question : la semaine dernière, il y a eu un rapport Congo Hold-up qui accuse Joseph Kabila de détournements de fonds, notamment de fonds alloués aux Casques bleus de la MONUSCO. Avec ce rapport, qu'est-ce que la MONUSCO compte faire ?

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Alors, concernant Congo Hold-up, ce n'est pas de la MONUSCO dont il est question, pour être très clair : c'est une contribution de la RDC à la MINUSCA, c'est-à-dire à la Mission en Centrafrique, et l'Assemblée générale ne nous donne pas de droit de regard sur un paiement qu'on a fait à un pays pour des services rendus. Une fois que l'argent est venu au Congo pour payer l'Etat congolais pour sa contribution à la MINUSCA, il est de la responsabilité de l'Etat congolais de faire en sorte que cet argent soit bien utilisé.

Et je ne ferai pas de commentaire sur Congo Hold-up. C'est une question que les autorités judiciaires du pays en question prennent en considération si elles le jugent nécessaire.

Sur votre première question, je pense que comme je l'ai dit, c'est une décision bilatérale entre l'Ouganda et la RDC. Ça ne vient pas de nulle part, la RDC et l'Ouganda ont depuis plusieurs années développé leur partenariat en matière de renseignement, en matière de partage d'informations. Ils ont décidé d'intensifier leur coopération et d'opérationnaliser cette coopération. C'est leur prérogative. Nous disons simplement qu'il faut une coordination entre ce qui va être fait dans le cadre de ces opérations et la présence de la MONUSCO sur un même théâtre d'opérations. Il est évidemment hyper important que tous les acteurs soient bien coordonnés à la fois pour la qualité, l'efficacité des opérations

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlcy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

et la sécurité de tous les acteurs impliqués et, encore plus évidemment, la sécurité des populations qui vivent dans ces zones.

Question 3

Junior Selemani/ RTNC (Bunia) : Monsieur Mathias, l'opinion iturienne garde encore de bons souvenirs du travail abattu par la Force Artémis. Pourquoi le Conseil de sécurité des Nations Unies ne pense pas à mettre en place une Force robuste pour essayer d'éradiquer les groupes armés à l'est de la RDC ?

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Je vous remercie de me poser une question pour le Conseil de sécurité. Malheureusement, je ne parle pas au nom du Conseil de sécurité donc il faudrait leur demander.

Mais je pense que le contexte était extrêmement différent. A l'époque, Artémis était une mission qui avait une latitude d'actions presque totale.

Aujourd'hui, la situation au Congo est différente : vous avez un gouvernement fonctionnel, vous avez des autorités provinciales, vous avez des autorités locales, et nous, nous sommes mandatés pour soutenir ces autorités qui sont responsables, comme on le dit souvent, en premier lieu, de la protection de leur population. Et nous, nous venons en soutien à ces efforts-là. Donc nous travaillons dans un contexte qui est différent d'Artémis.

Mais je vous encourage à contacter les ambassades des pays membres du Conseil de sécurité sur ce qu'ils pourraient envisager. Ce n'est pas à moi de répondre pour le Conseil de sécurité.

Question 4

Mervedi Kalmer/ RTVH (Beni) : Ma question s'adresse à Mathias. Vous l'avez dit, c'est une coopération bilatérale pour les forces ougandaises de venir en RDC. Mais en tant que partenaire, est-ce que la MONUSCO pense que l'Ouganda aura un plus à apporter sur les opérations militaires dans la zone, que les Forces armées de la RDC, appuyées bien sûr par la FIB, n'ont pas su faire sur le terrain ?

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Encore une fois, je pense que cette question est plus à adresser aux autorités congolaises et aux autorités ougandaises. Comme je l'ai dit à votre collègue, le partenariat au niveau régional, la coopération au niveau régional, en termes d'échange d'informations et de renseignements, c'est une dynamique qui existe maintenant depuis au moins deux ans. Une dynamique positive et nous, on encourage les pays de la région à travailler ensemble pour régler une menace qui est effectivement transfrontalière.

Après, les autorités congolaises ont la souveraineté et la prérogative de décider de ce qui peut être plus efficace dans la lutte contre les ADF. Elles ont pris cette décision et évidemment, nous la respectons. Ce qui est important pour nous, c'est de coordonner avec nos partenaires.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlacy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

Le commandant de la Force de la MONUSCO vient juste de rencontrer le gouverneur du Nord-Kivu pour évoquer cette coordination et la situation actuelle. Et il se rendra très très bientôt, dans les jours qui viennent, en Ouganda pour rencontrer également le commandement militaire de l'armée ougandaise afin de voir comment la MONUSCO peut compléter les efforts qui sont faits, et être utile à la lutte contre les ADF, avec la méthode qui a été choisie par les autorités congolaises elles-mêmes.

Question 5

Papy Okito/ Echos d'opinion (Goma) : Monsieur Mathias, le gouvernement va vers l'Ouganda, est-ce que ce n'est pas aussi une façon pour lui de dire au revoir à la MONUSCO ? Et au chef représentant ONUSIDA, je ne sais pas si la population parle encore du Sida, apparemment, les gens ont oublié que le Sida existe. Vous venez parler du Sida pendant le jour de célébration. Comme d'autres pandémies ont volé la vedette au Sida, est-ce qu'il est encore important de parler du Sida en République démocratique du Congo ?

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Je vais commencer sur la première question : la réponse courte, c'est non. Les autorités congolaises sont engagées avec nous. Je vous rappelle que nous sommes ici avec l'accord et le consentement du gouvernement. Donc, ce n'est pas parce qu'ils décident d'adopter une méthode un peu différente ou de travailler avec un partenaire sur une menace identifiée qui est commune à ces deux partenaires, que ça veut dire que tout ce qui est fait avec la MONUSCO est discrédité.

Je vous rappelle que nous travaillons aussi au nord de l'Ituri, avec une situation extrêmement difficile avec la CODECO où nous avons des dizaines et des dizaines de milliers de congolais qui vivent sous notre protection. C'est aussi le cas dans les Hauts plateaux, dans le Sud-Kivu, où nous avons aussi des dizaines de milliers de Congolais qui vivent sous notre protection.

Donc si sur la lutte contre les ADF, les autorités congolaises décident que l'aide, la coopération ou des activités conjointes avec les Ougandais peuvent permettre d'être plus efficaces contre les ADF et de neutraliser ce groupe armé, eh bien c'est leur évaluation, c'est leur choix et leur décision, et c'est tout à fait légitime, s'ils estiment que c'est nécessaire.

Nous, ce qu'on peut faire, c'est compléter ces efforts. Et vous savez, compte tenu de la taille de l'Ituri - je vous rappelle que l'Ituri, c'est deux fois la Belgique, et que le Nord-Kivu, c'est aussi deux fois la Belgique, qu'on parle d'étendues extrêmement grandes et de problèmes extrêmement complexes -, nous pensons qu'il peut y avoir effectivement du travail pour tout le monde, dans la limite de ce que notre mandat nous autorise à faire avec l'armée congolaise.

Conseiller en information stratégique d'ONUSIDA [Adamou Dambagi] : C'est une excellente question. Je vais vous donner juste deux chiffres. Pour la COVID, qui a bouleversé le monde entier, vous êtes d'accord avec moi, en RDC, c'est 58 000 personnes qui ont été infectées. Suivez-bien, 58 000. Et on déplore 1 100 morts. Pour le VIH-SIDA, je vous ai dit qu'on compte 510 000 personnes qui vivent avec le VIH. Par an, il y a eu 17 000 décès.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlcy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

Comparaison n'est pas raison, on est d'accord là-dessus. Mais ce que l'on veut, c'est faire en sorte qu'à un moment, le VIH-SIDA soit comme un problème de santé, non pas comme une épidémie.

Vous avez vu Ebola, tant que c'était en RDC, on n'en a pas beaucoup parlé mais dès que ça a touché un peu l'Afrique de l'Ouest, ça a commencé à être exporté, ça a été dans toutes les bouches. Maintenant, quand COVID est venu, même si Ebola est dévastateur, aujourd'hui le monde est régi par ce qui se passe au niveau de la COVID. C'est juste pour dire que ce n'est pas oublié mais c'est vrai aussi, avec tous les efforts qui ont été faits, avant, il y avait beaucoup de décès parce qu'il n'y avait pas beaucoup d'antirétroviraux, c'était trop cher, il n'y avait pas ce qu'il faut.

Mais je l'ai dit tout à l'heure à l'un de vos collègues : quelqu'un qui vit aujourd'hui avec le VIH-SIDA et qui prend ses médicaments, vous ne saurez même pas si cette personne est malade. Ce n'est pas que c'est banalisé mais c'est comme le paludisme, on vit presque avec, mais ça tue ici. C'est toujours là.

Les méthodes ont changé : on fait du dépistage ciblé. Le dernier mile est le plus difficile à atteindre, on ne veut pas laisser quelqu'un de côté mais c'est toujours difficile. Donc on essaye d'optimiser les ressources qu'on a. Comme vous l'avez dit, beaucoup a été mis sur COVID, sur autre chose. Si on prend le cas de la RDC, la sécurité d'abord, garantir immédiatement la vie des gens qui sont menacés, ça prime avant le reste, c'est important.

Donc ce n'est pas oublié, on fait des efforts mais c'est un peu plus silencieux. Et nous, si on arrive à faire en sorte que pour la population générale, ça devienne un problème de santé publique – comme si demain, vous avez un palu et partez au dispensaire -, c'est ça qu'on souhaite en réalité.

C'est ça qui fait que vous ne voyez plus les grandes affiches, et à Goma, Cheikh est le point focal qui participe à toutes nos réunions mensuelles de l'équipe conjointe et la MONUSCO fait un travail énorme, important pour nous dans le domaine de la lutte contre le VIH dans les zones où nous, on ne peut pas se rendre. Merci vraiment à la MONUSCO.

Question 6

Alexis Huguet/ AFP : Mathias, l'entrée des forces ougandaises hier sur le territoire de la RDC, est-ce que ça change quelque chose pour vous dans le territoire de Beni au niveau des opérations ? Si oui, concrètement, légalement, qu'est-ce que ça change ?

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Il y a, comme je l'ai dit, un travail de coordination à faire. Le commandant de la Force était aujourd'hui avec le gouverneur du Nord-Kivu, demain ou très prochainement, il se rendra en Ouganda.

C'est vrai qu'il va y avoir évidemment des conséquences opérationnelles que nous devons prendre en compte dans ce qu'on peut faire. Notre mandat nous autorise à soutenir l'armée congolaise dans ses opérations. Notre mandat ne nous permet pas de soutenir une coalition régionale.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

Mais ça ne veut pas dire qu'on ne peut rien faire. Ça veut dire simplement que nos efforts doivent être coordonnés et doivent compléter ce qui, éventuellement, peut être fait par un autre partenaire militaire. Il y a évidemment des discussions intenses qui se passent depuis hier et même depuis le week-end dernier pour avoir des mécanismes de coordination qui nous permettent, chacun dans ce qu'on souhaite faire et dans la limite des mandats que nous avons, d'essayer d'être le plus efficace possible dans nos approches en garantissant au maximum la protection des civils, l'accès humanitaire et le respect du droit humanitaire international.

Question 7

Sébastien Kitsa Musayi/ Afrikimages Agency (Beni) : Ma question s'adresse au Porte-parole de la MONUSCO. Quel sera exactement le rôle de la Brigade d'intervention de la MONUSCO dans les opérations déclenchées conjointement entre les FARDC et les UPDF dans la région de Beni ?

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Merci. Je pense que je viens un peu de répondre à cette question. La MONUSCO et la Brigade d'Intervention, dont fait partie évidemment la MONUSCO, travaillent en soutien à l'armée congolaise et notre mandat nous autorise, nous demande de travailler en soutien à l'armée congolaise. Donc, nous allons voir comment nous pouvons être complémentaires des opérations et des activités qui vont être menées par les FARDC avec leurs partenaires ougandais. Nous allons voir comment nous pouvons être le plus complémentaires possible sachant que, comme je l'ai expliqué, notre mandat nous demande de soutenir l'armée congolaise mais ne nous autorise pas à soutenir une armée, selon la Résolution 2556 du Conseil de sécurité, à soutenir une armée étrangère qui ferait des opérations sur le sol congolais. Pour être très clair.

Question 8

Oliver Bahemuka Mugavu/ Radio Sauti ya Injini & Actualite.net (Bunia) : Ma question s'adresse au Porte-parole de la MONUSCO. Vous êtes sans ignorer, par rapport à ce qui se passe dans le territoire de Djugu. Donc, en l'espace d'une semaine seulement, on a enregistré plus d'une cinquantaine de personnes tuées sauvagement alors que la MONUSCO est présente dans la région. Déjà, certains habitants disent que la MONUSCO doit quitter la région parce qu'on ne sent pas la présence de cette Force onusienne sur place. Je ne sais pas ce que vous allez réserver à cette population aujourd'hui victime de ces atrocités des éléments de CODECO, bien sûr, dans cette partie de la province de l'Ituri et voire aussi pratiquement les mêmes problèmes dans le territoire d'Irumu et à Aveba, dans la chefferie de Walendu-Bindi où il y avait l'atterrissage d'un hélicoptère la nuit. Je crois que c'était le 3 juillet 2021 qui a causé même la mort d'un jeune garçon et il y a eu des blessés. Est-ce qu'il y avait peut-être déjà eu des résolutions passées ?

Question 9

Vérité Johnson/ Radio Mont Bleu (Bunia) : Pour compléter sa question, il y a UNADI [Union des associations culturelles pour le développement de l'Ituri], une structure qui regroupe toutes les 21 communautés de la province de l'Ituri qui accorde 15 jours à la MONUSCO pour quitter la ville de Bunia. Les 15 jours dépassés, cette structure menace d'initier des actions devant les

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlacy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

bureaux de la MONUSCO pour obtenir son départ. Je ne sais pas quelle réaction vous avez face à cette démarche ?

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Alors, je vais essayer de répondre très rapidement. Sur l'incident d'Aveba, c'était le 3 juillet et nous nous sommes déjà exprimés. Je rappellerai simplement que l'hélicoptère qui était là était déployé pour venir faire une évacuation médicale d'un de nos personnels congolais.

La deuxième chose, c'est qu'il y a effectivement des massacres et le CODECO qui attaque des camps des déplacés, des attaques qui sont à la fois barbares et inacceptables. Autour de notre base de Rhoe, nous avons plus de 70 000 personnes qui vivent sous notre protection. Lorsque vous dites la population dans son ensemble souhaite qu'ils partent, je ne pense pas que vous êtes allés parler à ces 70 000 personnes qui vivent sous notre protection et dont la vie dépend dans le cadre d'attaques intercommunautaires qui font l'objet d'opérations des FARDC mais qui n'ont pas encore atteint leurs objectifs.

Donc, ça je voudrais aussi le rappeler. Il faut aussi savoir qu'autour de cette base de 70 000 Congolais qui vivent sous notre protection, nous avons 120 soldats qui sont là avec des renforts des forces spéciales. Donc, il faut évidemment voir l'échelle à laquelle nous pouvons intervenir.

En ce qui concerne les représentants de l'organisation que vous avez mentionnée, je leur rappellerais simplement que la MONUSCO est ici avec l'accord du Gouvernement, travaille avec les autorités provinciales, protège des dizaines et des milliers de personnes avec toujours des difficultés, avec toujours des attaques, mais que la décision d'être présents sur le territoire de la République démocratique du Congo, ce n'est pas la MONUSCO qui la prend, c'est le Conseil de sécurité avec vos autorités, avec votre Gouvernement.

Donc, nous ce qu'on dit, c'est qu'on peut effectivement être critique, toujours, de notre performance, critique de notre présence. On peut même être contre notre présence, c'est une opinion qui est tout à fait respectable. Mais ce n'est pas en venant manifester devant notre base que vous obtiendrez un quelconque résultat parce que ce n'est pas nous qui décidons d'être présents au Congo. Ce sont vos autorités, c'est votre Gouvernement et c'est aux autorités provinciales également qui, dans un contexte extrêmement difficile en ce moment, nous disent au contraire qu'ils ont besoin plus que jamais, de notre présence ; d'une présence forte et vigoureuse à leurs côtés alors qu'ils engagent des opérations contre des groupes armés qui se vengent contre la population et qui font preuve effectivement de beaucoup de barbaries dans la manière dont ils conduisent leurs attaques.

C'est tout le temps dont nous disposons aujourd'hui. Je vous remercie beaucoup de votre présence.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06